

SELON SAÂDANI :

«Personne n'est en possession de la mouture finale de la Constitution»

Les moutures actuellement rendues publiques de ce que sera la future Constitution ne sont, selon Saâdani, pas celles qui atterriront au niveau du Conseil constitutionnel. Le dernier mot, selon le secrétaire générale du FLN, reviendra à Bouteflika et la seule copie à prendre en considération sera celle envoyée officiellement au Conseil constitutionnel. Tout ce qui se dit autour de la révision de la Constitution est du domaine de l'«ijtihad».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas d'échéances ni de délais pour la révision de la Constitution. Amar Saâdani s'est refusé d'avancer des dates, se contentant d'affirmer que cela ne «saurait tarder».

Le secrétaire général du FLN, qui s'exprimait hier à l'issue d'une réunion du bureau politique, recadre le débat sur la Constitution, affirmant que si des projets de Constitution sont entre les mains de certains responsables, il peut s'agir de l'avant-dernière mouture mais certainement pas celle définitive.

Cette dernière, dit-il, est du ressort exclusif du président de la République qui devra l'adresser au Conseil constitutionnel. Tout le reste, dit-il, ce n'est que de l'«ijtihad» de la part des per-

sonnalités politiques. Le numéro un du FLN n'a pas raté l'occasion de sa rencontre avec la presse pour tirer à boulets rouges sur l'opposition. Il dit ne pas comprendre comment, réunis dans un hôtel, des partis politiques pouvaient rejeter ce processus devant mener à l'adoption d'une nouvelle version du texte fondamental.

S'absenter d'un débat aussi crucial, tranche-t-il, est une erreur fondamentale de la part de l'opposition qui, aime-t-il à rappeler, avait tout de même fait des propositions à l'époque des consultations politiques. Il s'agit, selon lui, d'un acte politique «stérile».

La révision de la Constitution, dit-il, est incontournable pour «mettre un terme au bricolage» et pour



Saâdani tire à boulets rouges sur l'opposition.

cesser d'avoir un chef du gouvernement sans prérogatives.

Le FLN, dit-il, plaide pour la mise en place d'un chef du gouvernement issu de la majorité parlementaire et d'un gouvernement où siègent non pas des technocrates mais des personnalités issues des partis politiques. Il serait temps, dit-il, de mettre un terme à une situation inédite où «nous ne gouvernons pas mais on gouverne en notre nom».

Sur un plan purement interne, le FLN est en pleins préparatifs de son dixième congrès. Il sera placé sous

le slogan du «renouveau et du rajeunissement».

Saâdani affirme qu'il s'agira du «congrès de la base» auquel prendront part l'ensemble des membres du comité central. Pas de date fixée pour le moment.

Saâdani souhaiterait le tenir après la révision de la Constitution mais, dit-il, si cette dernière tardait à intervenir, le congrès serait organisé avant cette échéance. Les instances du parti, dit-il, fixeront la date du congrès en fonction de l'état d'avancement des préparatifs au niveau de la base.

N. I.

CE MONDE QUI BOUGE

Contre-feux islamistes et diversion

Par ces temps d'effacement de mémoire – les massacres de la Mitidja et les assassinats des élites ne sont pourtant pas loin dans le temps – de perte de repères, de crise morale et d'impasse socio-politique, les clichés et autres raccourcis islamo-salafistes, amplifiés et relayés par les chaînes de télé privées et les réseaux sociaux, s'incrémentent dans l'imaginaire collectif et servent de plus en plus de référent au citoyen lambda. Et avec eux s'installe l'intolérance.

Que l'Algérie ait servi durant les années 90 de terre d'expérimentation de la violence islamiste (plus de 100 000 morts) – sur ce plan Daesh n'a rien inventé – les «chouyoukhs» autoproclamés dont certains sévissent sur les chaînes de télé privées n'en ont cure. En revanche, non seulement ils délivrent des anathèmes, des menaces, mais en plus ils ont un avis sur tout et n'importe quoi, sauf ce qui concerne les faits de corruption (Sonatrach, par exemple), Daesh ou Boko Haram, la chasse à l'outarde et les vrais enjeux de développement.

A-t-on entendu un jour ces imams cathodiques discourir sur la pénurie organisée de certaines denrées de base, la hausse des prix, le chômage ou les inégalités sociales qui se creusent d'année en année ? Jamais. Les a-t-on entendus un jour se prononcer contre la chasse à l'outarde et la gazelle (deux espèces protégées) pratiquée par ces émirs venus des pays du Golfe dans la wilaya d'El-Bayadh ? «Ils ont dépouillé notre région de toute vie, alors que même la chasse légale est interdite chez nous depuis les années 1990», s'insurgeait dans les colonnes d'*El Watan* daté du 26 décembre dernier, Mohamed Boudiaf Boucif, du mouvement des chômeurs de Labiodh-Sidi-Cheikh. Excepté le débonnaire Cheikh Chems Eddine Bouroubi sur Al-Nahar qui, pour une fois, s'en était pris avec une rare virulence au Qatar, aux wahhabites et à El Karadawi, et ce, à l'occasion de l'assassinat, en mars 2013, de cheikh El-Bouty à Damas, ses pairs ont-ils un jour critiqué ces monarchies pétrolières du Golfe, qui abritent les bases militaires américaines à partir desquelles l'Irak de Saddam a été ramené 50 ans en arrière ? Critiquent-ils ces émirs du Golfe qui préfèrent investir dans les pays capitalistes occidentaux où ils disposent de luxueuses demeures et dépensent sans compter ? Enfin, se sont-ils prononcés contre les crimes innombrables commis par Daesh ou Boko Haram ? Bien sûr que non. Des vrais enjeux de développement et des choix socio-économiques et énergétiques à faire pour sortir du tout-pétrole qui est en train de mener le pays vers une situation difficile, ils s'en moquent. Ainsi que des menaces qui pèsent sur le pays. Et de la liberté d'expression. Sur tous ces sujets, qui ne figurent d'ailleurs pas dans le logiciel islamo-salafiste, ils brillent remarquablement par un pieux silence.

En revanche, quand il s'agit d'allumer des contre-feux pour détourner le mécontentement populaire, en bref, faire dans la diversion, ces barbus ne manquent ni d'imagination ni de thèmes. Le bikini, comme s'il n'y avait que ça sur les plages algériennes, le hijab qui serait mal porté par certaines femmes, le port du pantalon par d'autres, la loi sur les violences faites aux femmes qui serait contraire à l'islam, tout leur est bon, même *Charlie Hebdo* et le film *L'Oranaïs* de Lyes Salem. Dernière trouvaille, cette mobilisation sans précédent contre l'alcool, intitulée «Tous pour une Algérie sans vin», comme si la consommation d'alcool, dans un pays où les bars sont en voie de disparition, concernait des dizaines de millions de personnes.

Au final, les islamistes ont eu gain de cause. Le gouvernement a reculé face à leur pression : la disposition n'exigeant plus l'autorisation préalable aux grossistes pour commercialiser l'alcool a été suspendue. Le pouvoir politique, qui a laissé la pieuvre islamiste s'installer, va-t-il être contraint à de nouveaux reculs ? Car, après cette «victoire», les barbus ne vont pas s'arrêter en si bon chemin. Demain, les salafistes, réintroduits dans la bergerie grâce à la réconciliation nationale, n'hésiteront pas à franchir une nouvelle étape, comme par exemple, la fermeture définitive des bars-restaurants et des débits de boissons, voire à exiger le port du voile aux femmes, la fin de la mixité sur les lieux publics et de la pratique sportive féminine. En bref, d'interdit en interdit, crise politique et socio-économique aidant, l'Algérie risque de se retrouver, dans peu de temps, dans la situation de la fin des années 1980.

H. Z.

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Hanoune invite Bouteflika à «libérer» le projet

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) exhorte le président de la République à «libérer» le projet de révision de la Constitution aux fins de le soustraire aux «spéculations» des uns et aux «divagations» des autres.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Intervenant hier à l'ouverture des travaux du bureau politique de son parti, Louisa Hanoune a été fidèle à elle-même. Faisant le bilan de l'action politique du président de la République une année après sa réélection pour un quatrième mandat, elle a estimé que Abdelaziz Bouteflika a failli à son engagement d'engager aussitôt réélu, des réformes constitutionnelles profondes.

«Les réformes politiques ont échoué puisque toutes les lois qu'elles sous-entendent ont été vidées de leur substance et l'on a mis la charrue avant les bœufs», a-t-elle asséné. Car pour elle, fallait-il commencer par la



Hanoune réfute la voie parlementaire.

réforme constitutionnelle, en tenant compte justement de cet échec cuisant pour «ouvrir de nouveaux horizons». Et à Louisa Hanoune d'interpeller le président de la République à l'effet de «libérer» ce projet pour assurer, a-t-elle ajouté, la transition vers la deuxième République, celle qui, selon elle, aura à accomplir les nobles «objectifs de la guerre de Libération nationale». Et de

préciser qu'«il ne s'agit pas là d'une rupture ni avec la Révolution de novembre ni avec la première République».

A propos justement de ce projet de révision de la Constitution, la secrétaire générale du PT a réfuté la voie parlementaire que l'on aurait choisie en haut lieu au motif que les deux Chambres du Parlement souffrent d'un déficit de «légitimité». Tout comme Hanoune a considéré le retour à la limitation des mandats présidentiels comme un «scandale». «Il s'agit, a-t-elle expliqué, d'assurer les mécanismes qui garantissent la souveraineté populaire, la lutte contre la corruption, ...». Pour elle, la limitation des mandats n'est qu'un «subterfuge», «une sorte d'alternance juste pour alternance». Une sorte de pousse-toi pour que je m'y mette», a-t-elle encore ajouté.

Entre autres propositions du PT que Hanoune a réitérées, l'officialisation de la langue amazighe, l'instauration d'un régime monocaméral, avec une seule Chambre parlementaire, considérant les mobiles de l'instauration d'une Chambre haute, par ailleurs, budgétivore, comme n'étant plus de mise, ou encore un président du Conseil supérieur de la magistrature élu parmi ses membres et un civil comme ministre de la Défense nationale.

M. K.

DIDOUCHE-MOURAD (CONSTANTINE)

Explosion d'une bombe artisanale

Une bombe artisanale de faible puissance a explosé, hier, dans la commune de Didouche-Mourad, faisant quelques blessés légers.

Cette explosion intervient à proximité de la capitale de l'Est, où se déroulent les manifestations relatives à «Constantine, capitale de la culture arabe».